

Unité interdépartementale Vaucluse Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 23/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALABREGUE**

Noyères Jonqueirolles

84500 BOLLENE

Références : D-00153-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement VALABREGUE implanté Noyères Jonqueirolles 84500 BOLLENE. L'inspection a été annoncée le 03/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 1er octobre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALABREGUE
- Noyères Jonqueirolles 84500 BOLLENE
- Code AIOT dans GUN : 0006402055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SPRB Valabregue exploite une carrière au lieu-dit « Noyères Jonqueirolles », sur la commune de Bollène. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°611 du 23 mars 2000.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Garanties financières	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er	Mise en demeure	Suspension
Limitation des accès	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er	Mise en demeure	Suspension, Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapports annuels	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er	Mise en demeure	Sans objet
Bruit	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er	Mise en demeure	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté que deux points mentionnés à l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 1er octobre 2021, relatifs aux garanties financières et aux limitations d'accès au site, n'étaient pas respectés au 18 mars 2022. L'inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet de Vaucluse, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de prendre un arrêté d'astreinte administrative et de suspension d'activité, afin de contraindre l'exploitant à respecter les dispositions des articles 13 et 15 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2000.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Autre, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> transmettre au plus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le document établissant le renouvellement des garanties financières actualisées conformément à l'article 13 de l'arrêté du 23 mars 2000
<b>Constats :</b> Le 18 mars 2022, l'exploitant a présenté les démarches engagées auprès de sa banque, afin d'obtenir le renouvellement des garanties financières pour l'exploitation de sa carrière. Toutefois, ces démarches n'ont pas encore abouti et il n'a pas été en mesure de présenter le document établissant le renouvellement des garanties financières actualisées, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 23 mars 2000.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension

**Nom du point de contrôle : Limitation des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Mettre en place, au plus sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, d'une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent interdisant l'accès à la zone d'exploitation, ainsi que des pancartes signalant le danger, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les justificatifs démontrant la réalisation des travaux précités devront être transmis à monsieur le Préfet dans le mois suivant leur réalisation, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 23 mars 2000
<b>Constats :</b> le jour de l'inspection, il a été constaté que l'accès à la zone d'exploitation n'était toujours pas interdit par une clôture ou un dispositif équivalent (hormis en partie haute de la falaise à l'ouest du site). De même, il a été constaté l'absence de pancartes signalant le danger, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.  L'exploitant estime que le montant des travaux à réaliser s'élève entre 15000€ et 20000€ HT, sur la base des devis qu'il a réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension, Astreinte

**Nom du point de contrôle : Rapports annuels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Autre, rapports annuels
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmettre à monsieur le Préfet, au plus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le plan d'exploitation pour l'exercice 2020, conformément à l'article 17 de l'arrêté du 23 mars 2000. Transmettre à monsieur le Préfet, au plus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le rapport d'exploitation pour l'exercice 2020, conformément à l'article 24 de l'arrêté du 23 mars 2000.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 26 août 2021 le rapport annuel et le plan d'exploitation pour l'exercice 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/10/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Réaliser des mesures des niveaux sonores lors de la prochaine campagne d'extraction. Les résultats de ces mesures seront transmis dans le mois suivant leur réalisation, conformément à l'article 22.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de campagne d'extraction depuis la notification de l'arrêté de mise en demeure du 1er octobre 2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit réaliser des mesures des niveaux sonores lors de la prochaine campagne d'extraction et transmettre les résultats de ces mesures dans le mois suivant leur réalisation, conformément à l'article 22.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 1er octobre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet